



Mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance

[Ajouter des langues](#)

[Article](#) [Discussion](#)

[Lire](#) [Modifier](#) [Modifier le code](#) [Voir l'historique](#)

Mon véritable adversaire, c'est le monde de la finance, parfois cité sous la forme ***Mon ennemi(e) c'est la finance*** est le fruit d'une reformulation des journalistes d'une [petite phrase](#) prononcée par [François Hollande](#) en [janvier 2012](#) lors de la [campagne électorale](#) à l'occasion de l'[élection présidentielle de 2012](#).

Contexte [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Alors qu'il est critiqué durant la [primaire citoyenne d'octobre 2011](#) par l'aile gauche du parti socialiste, par le Front de gauche et par le parti communiste d'être un social-démocrate modéré, François Hollande, en janvier 2012, cherche à remobiliser son électorat situé le plus à gauche et lui donner des gages « d'homme de gauche ». Il propose lui-même, lors d'une réunion de préparation le 5 janvier, de dire que son ennemi est la finance, et la phrase est retravaillée à de multiples reprises par son équipe¹.

Citation [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 22 janvier 2012, à l'occasion de son discours au Bourget, il affirme ainsi : « Mais avant d'évoquer mon projet, je vais vous confier une chose. Dans cette bataille qui s'engage, je vais vous dire qui est mon adversaire, mon véritable adversaire. Il n'a pas de nom, pas de visage, pas de parti, il ne présentera jamais sa candidature, il ne sera donc pas élu, et pourtant il gouverne. Cet adversaire, c'est le monde de la finance. Sous nos yeux, en vingt ans, la finance a pris le contrôle de l'économie, de la société et même de nos vies. Désormais, il est possible en une fraction de seconde de déplacer des sommes d'argent vertigineuses, de menacer des États² ».

Réactions [[modifier](#) | [modifier le code](#)]



Cette section est vide, insuffisamment détaillée ou incomplète. [Votre aide](#) est la bienvenue ! [Comment faire ?](#)

La petite phrase est très commentée dans les médias³. Cette [déclaration de guerre](#) contre le monde de la finance provoque l'enthousiasme des militants socialistes et est reconnue comme une [phrase choc](#) de l'[élection présidentielle française de 2012](#)⁴.

Elle suscite la défiance de certains patrons mais André Martinez, homme d'affaires aux multiples réseaux, chargé de représenter Hollande auprès du monde de la finance, le rassure après son retour du [Forum de Davos](#) où il n'a rencontré aucune circonspection chez les investisseurs⁵.

Pour [André Lévy-Lang](#), le slogan de François Hollande se situe dans la lignée de la méfiance des présidents français envers la finance, que [Charles de Gaulle](#) avait déjà illustrée en déclarant que « [La politique de la France ne se fait pas à la corbeille](#) »⁶. Cette petite phrase s'inspire du modèle politique hollandien, [François Mitterrand](#) qui dénonce, lors du [congrès d'Épinay](#) en 1971 « les puissances de l'argent qui corrompt, l'argent qui achète, l'argent qui écrase, l'argent qui ruine et l'argent qui pourrit jusqu'à la conscience des hommes »⁷.

Pour le politologue [Clément Viktorovitch](#), ce slogan est une figure de [rhétorique politique](#) puissante en recourant à la [suspension](#)⁸.

Postérité

 [modifier | modifier le code]

Le candidat Hollande précise dans un entretien au [Journal du dimanche](#), le 14 avril 2012, le sens de sa déclaration. Il explique vouloir « interdire les produits financiers sans lien avec l'économie réelle (comme les CDS à vue) *[sic]* ». Un [règlement européen](#) les interdit en novembre 2012. Le processus avait cependant déjà commencé sous l'impulsion conjointe de [Nicolas Sarkozy](#) et [Angela Merkel](#)⁹.

Par la suite, durant son quinquennat (notamment lors de la nomination d'[Emmanuel Macron](#) en qualité de ministre de l'Économie et des Finances), cette phrase lui a été reprochée pour le critiquer, estimant qu'il n'avait jamais combattu le [monde de la finance](#) et que, loin d'en être l'ennemi, il avait contribué à son renforcement^[réf. souhaitée].

À peine élu à l'[Élysée](#), Hollande applique une stratégie économique [sociale-libérale](#) (baisses des [cotisations patronales](#), coupes budgétaires, focalisation sur la [compétitivité des entreprises](#)...) ¹⁰. Si son gouvernement prend diverses mesures financières pour tenir quelques promesses électorales ¹¹, son programme économique [néolibéral](#) provoque chez le peuple de gauche une déception à la mesure des espoirs suscités par cette petite phrase ¹².

Notes et références

 [modifier | modifier le code]

- ↑ Michaël MOREAU, *Les plumes du pouvoir*, Place des éditeurs, 5 mars 2020 (ISBN 978-2-259-27841-6, lire en ligne [*archive*])
- ↑ Félix Boggio Éwangé-Épée, « 22 janvier 2012 – François Hollande désigne la finance comme son ennemi », dans Laurent de Sutter, *Le livre des trahisons*, Presses universitaires de France, 2016, p. 37
- ↑ « [Retour vers le futur pour Hervé Morin, le pionnier du voyage dans le temps](#) [*archive*] », sur *radiofrance.fr*, 24 janvier 2012.
- ↑ Jean-Luc MANO, *Les phrases chocs de la campagne présidentielle*, JC Gawsewitch Editeur, 7 juin 2012 (ISBN 978-2-35013-374-4, lire en ligne [*archive*])
- ↑ Antonin André, [Karim Rissouli](#), *L'Homme qui ne devait pas être Président*, Albin Michel, 2012, p. 173.
- ↑ André Lévy-Lang, *On entend dire que... Il faut maîtriser la finance: Qu'en pensent les économistes ?*, Eyrolles, 13 avril 2012 (ISBN 978-2-212-15181-7, lire en ligne [*archive*])
- ↑ [Benoît Collombat](#), [David Servenay](#), [Frédéric Charpier](#), [Martine Orange](#), Erwan Seznec, « François Hollande, le « président des patrons » », dans *Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours*, La Découverte, 2014, p. 739

- ↑ Clément Viktorovitch, « La rhétorique de François Hollande », émission télévisée *Clique*, 15 février 2020
- ↑ Mathilde Damgé, *Agence France-Presse*, « L'Europe a une arme contre la spéculation sur la dette des Etats », *Le Monde*, 1^{er} novembre 2012 (lire en ligne [archive], consulté le 3 novembre 2020)
- ↑ Benoît Collombat, David Servenay, Frédéric Charpier, Martine Orange, Erwan Seznec, « François Hollande, le « président des patrons » », dans *Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours*, La Découverte, 2014, p. 740
- ↑ « « Mon adversaire, c'est le monde de la finance » : quel bilan pour François Hollande ? », *Lui Président*, 13 mai 2017 (lire en ligne [archive], consulté le 3 novembre 2020)
- ↑ **Daniel Appriou**, *Il y a des mots qui tuent ! D'Henri IV à François Hollande, les petites phrases qui ont marqué l'histoire ou pas*, Éditions Sutton, 2016, p. 76.

Voir aussi [modifier | modifier le code]

Bibliographie [modifier | modifier le code]

- Daniel Appriou**, *Il y a des mots qui tuent ! D'Henri IV à François Hollande, les petites phrases qui ont marqué l'histoire ou pas*, Éditions Sutton, 2016, p. 73-76

Articles connexes [modifier | modifier le code]

- Élection présidentielle française de 2012
- Candidats à l'élection présidentielle française de 2012
- Moi président de la République

Documentaire [modifier | modifier le code]

- Petites phrases, grandes conséquences : la gauche contre le peuple*, de **LCP** (prod.) et de Thomas Raguet (réal.), 2021 [voir en ligne [archive]].

Liens externes [modifier | modifier le code]

v • m

François Hollande

[afficher]

Portail de la finance

Portail des années 2010

Portail de la politique française

Catégories : Petite phrase attribuée à François Hollande | 2012 en politique | 2012 en France | Janvier 2012 | Élection présidentielle française de 2012 [+]

La dernière modification de cette page a été faite le 24 avril 2026 à 10:49. La page a été rendue avec **Parsoid**.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.

